

# *Note n°3 - 2013*

## Le Rwanda, un modèle économique ?

JEREMY REVILLON

---

Relecteurs : GASPARD GAPARAYI, FREDERICK GOLOOBA-MUTEBI

Juillet 2013

Avec le soutien :



# SOMMAIRE

<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>ENGLISH RESUME.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1 – LE MIRACLE ECONOMIQUE.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1 – Des performances économiques soutenues.....</b>	<b>6</b>
<b>1.2 – Des réformes attractives.....</b>	<b>7</b>
<b>1.3 – La redistribution de la croissance .....</b>	<b>8</b>
<b>2 – LES LIMITES RWANDAISES : GEOPOLITIQUE ET STRUCTURELLE .....</b>	<b>11</b>
<b>2.1 – Une dépendance à l'aide internationale.....</b>	<b>11</b>
<b>2.2 – Le coût des infrastructures et la question récurrente de l'enclavement.....</b>	<b>12</b>
<b>2.3 – La dépendance au cours des matières premières .....</b>	<b>14</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>15</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>20</b>

## Résumé

- Le Rwanda est considéré par les bailleurs de fonds internationaux comme l'un des meilleurs élèves d'Afrique en matière économique. Avec un PIB en constante augmentation, une inflation maîtrisée et des investissements étrangers en progression, le pays semble être en mesure d'atteindre les objectifs de son ambitieuse « Vision 2020 et de l'EDPRS I et II ». Ce serait alors un véritable exemple pour le reste du continent.
- Les réformes macro-économiques font les beaux jours de Kigali dans les classements internationaux. Création d'entreprises, facilités d'accès au crédit, paiement des taxes : la majorité des mesures prises en matière fiscale encourage l'entrepreneuriat. Pour preuve, il faut compter seulement six heures pour faire enregistrer son entreprise au sein de « Rwanda Development Board », organe institutionnel créé à cet effet en 2009. On souligne l'esprit pro-entreprise qui règne dans le pays, avec en parallèle une lutte sans merci contre la corruption notamment avec l'Office de l'Ombudsman.
- L'ensemble des réformes économiques et politiques contribue à l'amélioration rapide des conditions d'existence de la population. Que ce soit en matière de santé, d'enseignement ou de lutte contre la pauvreté, le Rwanda présente des chiffres en constante amélioration depuis près de quinze ans.
- Cependant ce tableau idyllique cache de nombreuses failles. Le pays reste sous perfusion de l'aide internationale. A titre d'exemple, le budget national était financé à presque 50% par les aides des bailleurs de fonds. Or, celles-ci sont freinées depuis plusieurs mois par la réaction des principaux donateurs aux événements du Kivu de l'automne 2012 dans lesquels le pays est accusé par l'ONU de soutenir militairement le mouvement rwandophone rebelle du M23. Certes, Kigali refuse d'admettre un quelconque soutien aux rebelles congolais, mais l'ONU et les organisations non-gouvernementales ne l'ont pas vu de cette façon.
- Par ailleurs, le Rwanda reste un pays enclavé, et son adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), ainsi qu'à d'autres organes d'intégration sous-régionale comme le CEPGL n'a pas encore véritablement réglé ses problèmes en matière d'échanges et d'infrastructures. Les coûts prohibitifs d'importations et d'exportations pèsent lourd dans la balance commerciale du pays, surtout que le pays dispose de très peu de ressources minérales et énergétiques. A cela s'ajoute le coup exorbitant de la croissance démographique estimée à 3% ! Et si le miracle économique rwandais n'était qu'un leurre ?

## **English Resume**

- Rwanda is considered by international donors to have one of the best performing economies in Africa. With a steadily increasing GDP, low inflation and growth of foreign investment, the country seems destined to reach its ambitious goals as encapsulated in the key policy documents: Vision 2020 and EDPRS I and II. If it does, it will be an example for the rest of the continent.
- The macro-economic reforms it has instituted are a key factor in Rwanda's rise in international rankings. Business development, access to credit facilities, payment of taxes: the majority of the fiscal measures that have been taken in recent years support entrepreneurship. For example, it takes only six hours to register one's company at the "Rwanda Development Board", the institution created for this purpose in 2009. It emphasizes the pro-business spirit that prevails in the country, and in parallel an everyday fight against corruption by, in particular, the Office of the Ombudsman.
- All these economic and political reforms have contributed to the rapid improvement in the living conditions of the population. Whether in health, education and fight against poverty, Rwanda has witnessed steady improvement for nearly fifteen years, as statistics show.
- However, this idyllic painting hides many weaknesses. The country remains dependent on international aid. For example, almost 40% of the national budget is financed by aid donors. And in the autumn of 2012, the help was reduced by the reaction of most major donors to the Kivu conflict, which saw the country accused by the UN of giving military support to the rebel movement M-23. Kigali has denied supporting these Congolese rebels.
- Rwanda is a landlocked country and its adhesion to sub-regional organisations as the East African Community (EAC) or the Economic Community of the Great Lakes Countries (CEPGL) has not yet fully resolved its problems in trade and infrastructure. The prohibitive costs of imports and exports contribute to keeping the commercial balance in deficit, especially since the country has not yet exploited its mineral and energy resources. To this the population growth of 2,9% is added. And if the "Rwandan economic miracle" was only an illusion?

## **Introduction**

En 1994, année de la fin de la guerre et du génocide des Tutsis, le Rwanda est reparti de zéro. Quatre années de guerre civile entre le FPR et le gouvernement du Président Juvenal Habyarimana avaient détruit tous les secteurs de la vie nationale, et entraîné des déplacés de guerre, des massacres de populations civiles, une crise économique et politique. Aujourd'hui, à une année seulement des vingt ans de la commémoration du génocide des Tutsis, soit cinquante et un ans après le recouvrement de son indépendance, le pays est vu comme un modèle économique par les bailleurs de fonds internationaux. Doing Business souligne chaque année les efforts faits par le gouvernement en matière de réformes économiques, et les entrepreneurs rwandais semblent baigner dans un grand parfum d'optimisme. Paul Kagamé donne souvent à lire à ses visiteurs le récent livre « Rwanda, Inc. Comment une nation dévastée est devenu un modèle économique pour le monde en développement »<sup>1</sup>.

Le pays paraît s'être débarrassé de ses vieux démons, même si le FDLR, Front De Libération du Rwanda, principal mouvement d'opposition externe opérant à partir du territoire congolais, mène de temps en temps des incursions sur les frontières occidentales du pays. La stabilité politique incarnée par Paul Kagamé, président depuis l'année 2000, et la sécurité, au prix d'un contrôle et d'un auto-contrôle important de la population, renforcent aussi la stabilité économique, tant et si bien que l'image mais aussi la réalité attachées au Rwanda évoquent la bonne gouvernance du pays. Mais à l'opposé de cette image respectable, les défenseurs des droits de l'homme ou de la liberté de la presse dénoncent les dérives autoritaires du gouvernement<sup>2</sup>, les médias anglo-saxons reprenant depuis peu ces critiques<sup>3</sup>. Certes, l'opposition en exil est de plus en plus diversifiée, composée notamment d'anciens membres militaires venus du régime alors que la crise du Kivu et le « soutien » apporté par le Rwanda au M23 discréditent le gouvernement sur le plan international. Mais les résultats économiques du pays contrebalancent l'image que l'on se fait du gouvernement de Kigali. Paul Kagamé tend d'ailleurs à centrer ses discours sur les bonnes performances économiques et cite régulièrement la Vision 2020 du pays comme la preuve des grandes ambitions du Rwanda : « *ce qui est toujours dans mon esprit c'est où nous allons en tant que pays et en tant que peuple dans dix ou vingt ans* »<sup>4</sup>. Lancée en 2000, la Vision identifie six piliers liés entre eux, dont la bonne gouvernance et la gestion efficiente des affaires publiques, le capital humain qualifié, un secteur privé dynamique, des infrastructures physiques de qualité ainsi que l'agriculture et l'élevage modernes, tous tournés vers le marché tant national que régional ou mondial<sup>5</sup>.

Cette note a pour objectif majeur la compréhension du développement économique du pays à travers des chiffres et des statistiques, que l'on pourra également comparer avec la Vision 2020<sup>6</sup> tout en analysant les points forts mais aussi les points faibles du changement économique rwandais. Cette vision globale des performances du Rwanda nous permettra alors de voir ce qui a été fait au cours de ces quinze dernières années, et ce qui reste à faire pour arriver aux objectifs ambitieux de 2020. Dans ce dessein, nous réfléchirons à la persistance du modèle rwandais développé ces vingt dernières années, basé essentiellement sur un projet

---

1 CRISAFULLI Patricia et REDMOND Andrea, *Rwanda, Inc.*, Palgrave Macmillan, 2012. Anecdote racontée par *Jeune Afrique*, Paul Kagamé : « Le Rwanda n'a pas été fait pour moi », 27 mai 2013.

2 L'association Reporters Sans Frontières classe le pays 161ème en matière de liberté de la presse, et déclare que celle-ci n'est pas libre. Freedom House considère que les libertés civiles ne sont pas respectées et classe le pays comme non-démocratique.

3 « The darling dictator of the day », *The New York Times*, 27 mai 2012.

4 CRISAFULLI Patricia et REDMOND Andrea, *Rwanda, Inc.*, Palgrave Macmillan, 2012, p. 16.

5 République du Rwanda, *Vision 2020*, p. 2.

6 Voir Annexe 1.

ambitieux de reconstruction-régénération de la société avec un triptyque : une bonne gouvernance, une mobilisation de la population, et une bonne captation des ressources financières internationales (jouant sur la responsabilité morale de l'Occident vis-à-vis du génocide), voire régionales (commerce informel avec la RDC), et nous nous interrogerons sur un possible renouvellement de ce modèle.

## 1 – Le miracle économique

Afin de mieux cerner les performances économiques rwandaises, l'analyse des réformes entreprises au cours de la dernière décennie est nécessaire mais on doit s'interroger sur les efforts demandés à la société et dans quelles mesures ceux-ci sont contrebalancés par une véritable redistribution.

### 1.1 – *Des performances économiques soutenues*

La réussite économique rwandaise peut se résumer à quelques chiffres : une augmentation moyenne de son produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 7,6% entre 2003 et 2011 (la Vision 2020 ambitionnait 8 %), une inflation contrôlée à 9,21% en moyenne (quand l'Ouganda atteignait 28% en septembre 2011 et le Kenya 17%) et des investissements directs étrangers (IDE) qui ont explosé jusqu'en 2009 (multipliés par 40) avant de retomber en 2010.

**TABLEAU N° 1 : TABLEAU N°1 : LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DU RWANDA<sup>7</sup> DEPUIS 2003**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>PIB (%)</b>	2,1	7,4	9,4	8,9	7,7	11,1	6,2	7,2	8,5	7,6	6
<b>Inflation (%)</b>	7,4	12	9,1	12,5	9	15,4	10	1,8	5,7	n/a	n/a
<b>IDE (\$ M)</b>	3	11	14	31	82	103	119	42	106	120	130

Annuaire statistique pour l'Afrique, 2012  
 Estimation du PIB par la Banque Mondiale en 2012 et 2013  
 Estimation des IDE par le Rwanda Development Board en 2011, 2012 et 2013

En valeur, le PIB est passé de \$1,7 à \$5,6 milliards entre 2000 et 2010, tandis que le PIB par habitant est estimé à 693 dollars en 2012 (contre 200 dollars en 2003)<sup>8</sup>. Cette évolution est due à l'ensemble des pans de l'économie rwandaise : la production agricole a progressé de 322% entre 2003 et 2011, l'industrie minière a multiplié par seize ses revenus, les industries manufacturières par quatre, les banques par trois et demi et les transports et communications par près de cinq<sup>9</sup>. Alors que la crise financière internationale affecte également le continent africain, le Rwanda tire nettement son épingle du jeu et présente de meilleurs résultats que ses voisins dans tous les domaines économiques. Le franc rwandais s'est peu déprécié en 2011 (0,9% contre le dollar, contre 20% pour le shilling tanzanien, kényan et ougandais) et en 2012 (4,9% contre le dollar). L'inflation maîtrisée témoigne de la bonne politique de la banque centrale rwandaise, la BNR ou Banque Nationale du Rwanda, qui a augmenté son taux directeur progressivement de 6% en novembre 2010 à 7,5% au printemps 2012 pour contenir

<sup>7</sup> Annuaire statistique pour l'Afrique, 2012. Estimation du PIB par la Banque Mondiale en 2012 et 2013. Estimation des IDE par le Rwanda Development Board en 2011, 2012 et 2013

<sup>8</sup> Chiffres de la Banque Mondiale, en dollars constants

<sup>9</sup> Banque Africaine de Développement, Annuaire statistique pour l'Afrique, 2012, p. 273.

la tension inflationniste<sup>10</sup>. Les exportations ont suivi l'évolution de la production, avec une multiplication par quatre et demi : de \$51 millions en 2003, elles étaient de \$238 millions en 2010. Le principal partenaire de Kigali est le Kenya, un des pays fondateurs de la Communauté d'Afrique de l'Est, organisation que le Rwanda a rejointe en 2007. A cet effet, le pays bénéficie depuis juillet 2009 de l'union douanière est-africaine, créée en 2005 par les trois pays fondateurs (Kenya, Ouganda, Tanzanie), avec notamment la mise en place d'un tarif extérieur commun (0% pour les matières premières, 10% pour les produits intermédiaires, 25% pour les produits finis) qui rapporta 8,4% des recettes fiscales du pays en 2010-2011<sup>11</sup>. Le premier marché commun africain est lancé en juillet 2010, il doit permettre à terme la libre circulation des biens, des personnes et du capital. Cette intégration a renforcé les échanges économiques entre les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est puisque les échanges commerciaux rwandais sur ce marché commun ont plus que doublé entre 2007 et 2010 (passant de \$207,1 millions à \$503,7 millions<sup>12</sup>). Mais au-delà de son intégration à la Communauté d'Afrique de l'Est, les performances économiques du pays sont intimement liées à la bonne gouvernance et aux réformes implantées depuis dix ans.

## 1.2 – Des réformes attractives

Quand un entrepreneur étranger arrive à Kigali, son regard risque vite de se tourner vers un des nombreux panneaux : « Join the war against corruption. ». Le ton est donné. Le pays s'est fait le champion régional de la lutte contre la corruption. Transparency International confirme, en classant le pays à la troisième place du continent africain, et à la 50ème place sur les 183 pays étudiés en 2012 concernant la lutte contre la corruption, une amélioration de 16 places par rapport à 2010. Joseph Sanders, président de Visa le signale dans la préface de l'ouvrage Rwanda, Inc. : « *Le Rwanda s'est rapidement et clairement distingué en raison de son attitude pro-business et de sa tolérance zéro pour la corruption*<sup>13</sup> ».

Par ailleurs, le Rwanda est considéré par beaucoup comme l'endroit idéal pour développer son entreprise. Stable politiquement, le pays bénéficie surtout de ses réformes macro-économiques. Pour ouvrir son entreprise il faut seulement deux procédures et trois jours, là où la moyenne de la Communauté d'Afrique de l'Est est de dix procédures et vingt-deux jours. On parle même de quelques heures seulement pour les nationaux. Le pays est classé dans le top 10 mondial dans ce domaine<sup>14</sup>. Pour l'enregistrement dans le livre foncier, alors qu'il fallait trois cent quinze jours en 2008, et encore soixante jours en 2009, il n'en faut plus que vingt-cinq en 2012, là encore le meilleur score de la Communauté. Le Rwanda est un exemple en matière d'accès au crédit, classé par Doing Business dans le top 10 mondial<sup>15</sup>. Il est relativement facile d'accéder aux informations (l'emprunteur obtient deux ans d'informations sur l'historique des crédits) et il est également possible de faire appel à des entreprises privées pour un crédit (les entreprises MTN, Tigo et EWSA ont déjà proposé leurs services). Ainsi les crédits au secteur privé ont augmenté de 11,1% en 2010 et de 28,4% en 2011<sup>16</sup>. Là où le pays présentait des faiblesses, comme dans les délais pour obtenir un permis de construction, des efforts ont été faits : il faut maintenant 164 jours pour s'en procurer un en 2012, contre 307 en 2005. Le pays peut cependant faire encore mieux puisqu'il faut simplement 125 jours au

---

10 « Mps call for lower lending rates », *The NewTimes*, 4 juin 2012. Ce taux est toujours effectif en avril 2013.

11 Perspective Économique en Afrique, *Rwanda. Note de pays*, p. 6.

12 Ibid., p. 8.

13 CRISAFULLI Patricia et REDMOND Andrea, *Rwanda, Inc.*, Palgrave Macmillan, 2012, p. IX.

14 Doing Business, *Doing Business in The East African Community*, 2012, p. 27.

15 Ibid., p. 45.

16 Perspective Économique en Afrique, *Rwanda. Note de pays*, 2012, p. 7.

Kenya et en Ouganda. Et il faut encore douze procédures (contre huit pour le Kenya, meilleur élève de la Communauté dans ce domaine). Surtout le coût pour un permis de construction reste prohibitif, il équivaut à 312% du revenu moyen par habitant, près du double du Kenya (160,9%)<sup>17</sup>. Kigali protège de mieux en mieux les investisseurs (29ème mondial, 1er est-africain). Une loi d'avril 2009 régit les compagnies : le rôle du conseil d'administration et des actionnaires y est défini pour les grosses transactions (plus de 5% des actifs de la compagnie). Cette loi protège également mieux les petits investisseurs<sup>18</sup>.

En matière fiscale le gouvernement facilite les procédures pour les paiements des entreprises. Depuis 2010, on enregistre et paie la TVA de manière trimestrielle et non plus mensuelle, et ont été adoptés des registres fiscaux électroniques pour cette taxe. De manière générale il suffit de dix-huit paiements par an pour être en règle avec l'administration fiscale du pays. Une nouvelle fois le classement de Doing Business place le pays dans le top 10 mondial dans ce domaine<sup>19</sup>. Les taxes représentent en moyenne 31,3% du profit des entreprises (en comparaison avec les 49,6% kényans). Cette politique en faveur de l'entrepreneuriat a pour objectif de réduire au maximum les circuits parallèles et d'obtenir ainsi un meilleur rendement fiscal. Il n'est donc pas surprenant de retrouver le Rwanda à la troisième place africaine du classement général de Doing Business, à la 52ème place mondiale en 2013 (l'Ouganda est 120ème, le Kenya 121ème, la Tanzanie 134ème et le Burundi 159ème). Très clairement, le pays a pour stratégie d'être le meilleur endroit pour lancer une entreprise en Afrique, et son rêve d'être un hub régional pour les services financiers ou les télécommunications est loin d'être inaccessible. Pour la Banque Mondiale, « le Rwanda a une approche globale pour rendre la réglementation des affaires favorable aux entreprises ». Le pays est classé 63ème en terme de compétitivité (et premier de la région est-africaine) par le forum économique mondial<sup>20</sup>. Pour l'ex-ministre des finances et de la planification économique John Rwangombwa, « le Rwanda peut être fier de ses progrès économiques »<sup>21</sup>. La bourse de Kigali a été lancée en 2008, attirant notamment des opérateurs kényans (déjà quatre en 2012, rejoints par deux autres entreprises au cours de l'année 2013). Au dernier forum économique de Davos, en janvier 2013, le président rwandais a également annoncé qu'une bourse de marchandises allait être lancée à Kigali (East Africa Commodities Exchange, EAX), la première du genre dans la région.

### 1.3 – La redistribution de la croissance

Les performances économiques du pays entraînent de fait une amélioration des conditions de vie de ses habitants. Un exemple frappant est la décision prise par le gouvernement en juillet 2011 d'abaisser les taxes sur le carburant de 50 francs rwandais par litre, puis de 50 francs supplémentaires en janvier 2012. Cela a permis une réduction du prix du carburant d'environ 10%, ressentie par l'ensemble de la population. En effet cette baisse de la taxation a contribué à atténuer les effets de la hausse des denrées alimentaires et des autres services corollaires comme les transports en commun et les échanges divers issus de l'activité économique. Cette mesure a également permis d'aligner la taxation du carburant sur celle du reste de la Communauté d'Afrique de l'Est alors que le pays ne produit pas de pétrole. Cette mesure populaire a été rendue possible par d'autres aménagements fiscaux (taxe sur les jeux, mise en place du prélèvement de l'impôt à la source...).

---

17 Doing Business, *Doing Business in The East African Community*, 2012, p. 30-31.

18 Ibid., p. 51-54.

19 Ibid., p. 56-57.

20 « Rwanda ranked as most competitive in East Africa », *The NewTimes*, 6 septembre 2012.

21 « Rwanda can be proud of its economic progress », *The Wall Street Journal*, 10 février 2012.



Les statistiques économiques confirment l'amélioration des conditions de vie des habitants. Le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté national était de 60,4% en 2000. Il est passé à 56,9% en 2006 puis à 44,9% en 2011. L'objectif de la Vision 2020 était de 40% en 2010 et de 30% en 2020<sup>22</sup>. Il convient d'atténuer cette prévision et de considérer le pays sur la bonne voie. Dans le même temps, la population vivant dans une extrême pauvreté est passée de 37% en 2006 à 24% en 2011<sup>23</sup>. Anecdotes mais révélateurs, d'une part le risque de disette récurrent depuis l'indépendance dans le centre du pays a disparu, d'autre part l'un des symboles de cette politique est la campagne nationale « one cow per family », dont l'objectif majeur est non seulement la réduction de la pauvreté par l'augmentation de la productivité agricole (grâce à l'utilisation grandissante du fumier naturel), mais aussi un programme destiné à réduire la malnutrition en buvant le lait de vache. L'image est également symbolique, dans la mesure où la vache est considérée au Rwanda comme un animal mythique qui sert à cimenter les relations intra et interfamiliales au moyen notamment du système dotal. Nous avons ici une autre façon de renforcer l'unité et la cohésion sociale par la culture à l'instar des « Gacaca » ou de « l'Ubudehe », respectivement le tribunal du village qui jugea en un temps record les procès du génocide, et le système d'entraide sociale destiné une fois de plus à accroître la production vivrière au sein des familles.

C'est aussi dans le domaine de la santé que les performances du pays en ont fait un exemple pour les États en voie de développement. Le rapport de lutte contre la malaria signale que les cas, les admissions et les morts dus à la maladie ont reculé de plus de 50% dans l'ensemble du pays<sup>24</sup>. Le Rwanda a fait des progrès dans la réduction de la mortalité maternelle, avec 487 décès (pour 100 000 naissances) en 2010, contre 750 en 2005 et 1071 en 2000, là où les objectifs à mi-terme de la Vision 2020 étaient de 600 décès (ils sont de 200 pour 2020). Dans le même temps la mortalité des nouveaux-nés est passée de 107 pour 1000 en 2000 à 86 en 2006 et 50 en 2011<sup>25</sup>. Cette fois, les objectifs de la Vision 2020 ont déjà été atteints. Cette baisse s'explique en partie par la hausse du nombre de naissances sous personnel qualifié (de 39 à 69% entre 2005 et 2010<sup>26</sup>) mais aussi par l'accroissement de la couverture sanitaire du pays. Le taux de mortalité en-dessous de l'âge de 5 ans est lui passé de 152 pour mille à 76 pour mille. Cette réduction s'explique notamment par le fait que la vaccination infantile contre le trio Tétanos-Diphthérie-Coqueluche soit quasi-universelle, à 97% en 2009 (contre 89% en 2004)<sup>27</sup> et aussi par le fait que 74,2% de la population ait accès à l'eau potable en 2011, contre 64% en 2006 et 52% en 2000. L'objectif de la Vision 2020 était de 80% en 2010 et de 100% en 2020. Les enfants en sous-poids à l'âge de 5 ans représentent 11% du total en 2010, contre 23% cinq ans plus tôt<sup>28</sup>. Cette évolution peut être mise en parallèle avec l'augmentation du nombre de calories par jour, qui était de 1878 en moyenne entre 1999 et 2001, et est passé à 2054 entre 2005 et 2007<sup>29</sup>. En matière de santé, les Rwandais bénéficient aussi de quarante-huit dollars de dépense en moyenne par habitant en 2009, contre seulement neuf dollars en

---

22 Les chiffres clefs de la Vision 2020 sont disponibles dans l'annexe 1.

23 Chiffres en provenance du ministère des finances rwandais, repris par la Banque Mondiale. Dans le même temps, le Programme des Nations Unies pour le développement avance le chiffre de 58% des Rwandais vivant sous le seuil de pauvreté national en novembre 2011 (et 76,8% vivant avec moins d'un dollar vingt-cinq par jour), chiffres que Kigali a réfutés.

24 Organisation Mondiale de la Santé, *World Malaria Report*, 2011, p. xii

25 CRISAFULLI Patricia et REDMOND Andrea, *Rwanda, Inc.*, Palgrave Macmillan, 2012, p. 152.

26 Society for International Development, *The State of East Africa*, 2012, p. 32.

27 Ibid, p. 34.

28 Ibid, p. 35.

29 Ibid, p. 24.

2000. C'est là également la meilleure performance de la région est-africaine<sup>30</sup>. Une assurance santé universelle est disponible pour tous les Rwandais, elle représente un coût de \$2 par an. En 2010, 92% de la population était couverte<sup>31</sup>.

L'ensemble de ces bons chiffres a permis au Rwanda d'améliorer de façon impressionnante l'espérance de vie moyenne de sa population : de 49 années en 2000, elle est passée à 52,2 années en 2005 et 54,6 années en 2009<sup>32</sup> (l'objectif de la Vision 2020 est de 55 ans).

En matière d'éducation sexuelle, les résultats sont également probants. L'utilisation moyenne de contraceptifs est la plus élevée de la région, avec 52% des femmes utilisant un moyen de contraception (contre 17% en 2005)<sup>33</sup>. Le taux de natalité est de ce fait passé de 6 enfants par femme en 2000 à 4,6 en 2011<sup>34</sup> (l'objectif de la Vision 2020 est de 4,5 enfants par femme). Le taux de prévalence au virus du sida est quant à lui passé de 13% en 2000 à 2,9% en 2010<sup>35</sup>.

Côté enseignement, le taux d'enrôlement dans les écoles primaires était de 129% en 2009 et de 26% dans les écoles secondaires (contre respectivement 104% et 11% en 2002)<sup>36</sup>. A tous les niveaux, les chiffres sont spectaculaires : le nombre d'écoliers est passé respectivement de 1 752 588 en 2004 à 2 394 674 en 2012 au primaire, de 203 551 en 2004 à 534 712 en 2012 pour le secondaire, et de 20 393 en 2004 à plus de 76 000 en 2013 pour le supérieur, et cela toutes institutions confondues. A cela s'ajoutent des taux de qualification du personnel relativement bons pour un pays dont le potentiel humain avait été emporté par la guerre et le génocide.<sup>37</sup>

L'urbanisation progresse, son taux est passé de 5 à 19% entre 1990 et 2010, avec une pression importante à Kigali (où l'on estime que l'augmentation de la population sera de 79,9% entre 2010 et 2025)<sup>38</sup>. Ces résultats alimentent une fierté nationale et témoignent d'une certaine exemplarité vis-à-vis des élites voisines. Mais cette redistribution, qui bénéficie à tous, avantage plus encore la classe urbaine moyenne, au risque de voir les clivages sociaux villes/campagnes se creuser.

---

30 Society for International Development, *The State of East Africa*, 2012, p. 31.

31 « A poor nation, with a health plan », *New York Times*, 15 juin 2010.

32 Society for International Development, *The State of East Africa*, 2012, p. 39.

33 Ibid, p. 33.

34 CRISAFULLI Patricia et REDMOND Andrea, *Rwanda, Inc.*, Palgrave Macmillan, 2012, p. 152.

35 Society for International Development, *The State of East Africa*, 2012, p. 38.

36 Ibid, p. 41.

37 Chiffre MINEDUC, *Education Statistics Yearbook*, 2012.

38 Society for International Development, *The State of East Africa*, 2012, p. 16.

## 2 – Les limites rwandaises : géopolitique et structurelle

Le miracle économique rwandais ne doit pas masquer des faiblesses récurrentes depuis dix années. Il existe une réelle dépendance du pays vis-à-vis de l'aide internationale, alors que celle-ci s'inscrit en pointillés en raison des accusations lancées contre Kigali d'une implication dans le conflit touchant l'est de la République Démocratique du Congo. Le pays doit également faire face à sa situation géographique pénalisante : territoire isolé d'Afrique, pression démographique sur un territoire exigu et sans accès à la mer, le Rwanda dépend du bon vouloir de ses voisins est-africains concernant ses importations et ses exportations, et le coût des infrastructures reste très élevé, comme la mobilité de sa population. Enfin, Kigali doit surveiller avec attention le cours des matières premières comme le café et le thé, ses principales sources de devises.

### 2.1 – *Une dépendance à l'aide internationale*

Du fait de sa situation particulière et de la bonne gouvernance caractérisant le pays, le Rwanda a la chance de pouvoir bénéficier d'une aide internationale importante. Celle-ci devrait représenter 48% du budget pour l'année 2012-2013. Le conditionnel est de mise car la situation politique et militaire inhérente à l'est de la République Démocratique du Congo a fait changer les choses au cours de l'automne 2012. Dans les six derniers mois de 2012, un mouvement rebelle congolais, le M-23, débuta une guerre contre le gouvernement de Kinshasa. Le 20 novembre, il prenait la ville de Goma. Le Rwanda se retrouva vite accusé d'aider les mutins, accusations lancées par son voisin de la RDC mais également par un rapport de l'ONU. Kigali s'en défendit. Les États-Unis gelèrent leur aide militaire, la Belgique mit fin à sa coopération militaire, les Allemands, les Suédois et les Néerlandais suspendirent partiellement des aides au développement, tout comme la banque africaine de développement (poussée par les membres scandinaves de son conseil d'administration). Même la Grande-Bretagne, l'allié le plus fidèle depuis la gouvernance Blair, et principal contributeur au budget rwandais, suspendit son aide.

Même si cette suspension fut parfois d'un montant dérisoire ou de courte durée, elle a mis en évidence la vulnérabilité du pays. Le pays recevait \$603 millions d'aide en 2006 et \$1 milliard en 2010. Cela correspond à \$100 par habitant, le taux le plus élevé de la région est-africaine. Il y a cinq ans, l'aide internationale représentait même 63% du budget. Et cette aide permet de financer 70% du budget de la Communauté d'Afrique de l'Est. Paul Kagamé a toujours répété vouloir sortir de cette dépendance, parfois trop liée au contexte politique. Il l'a dit de manière offensive en anticipation des suspensions de l'automne 2012 : « *l'aide étrangère est un poison, nous devons apprendre à nous en passer...* »<sup>39</sup> Et il a déclaré après les suspensions : « *Aucun pays au monde ne reçoit l'aide internationale et ne l'utilise de meilleure façon que le Rwanda. Donc je ne suis pas sûr que ces gens qui donnent l'aide internationale veulent que nous nous développons. Ils donnent une aide et espèrent que nous resterons des mendiants. Ils vous donnent de l'aide pour que vous les glorifiez et dépendiez d'eux. Ils ne cessent de l'utiliser comme un outil de contrôle et de gestion* ». <sup>40</sup>

---

39 « Kagamé résiste aux sanctions et crée un fonds appelé « Dignité » », *Le Soir*, 2 octobre 2012, p. 9.

40 Déclaration de Paul Kagamé le 4 octobre 2012, lors de l'ouverture de l'année judiciaire 2012-2013, « Rwanda's GDP growth to slow down if aid suspension enters into 2013 », *The EastAfrican*, 27 octobre 2012.

Après la suspension des aides, Kigali a réagi en accélérant la création du fond de développement Agaciro, ce qui signifie solidarité ou dignité (la création du fond date du dialogue national annuel de 2011, mais le lancement concret a eu lieu le 23 août 2012). Tous les Rwandais, peu importe où ils vivent<sup>41</sup>, sont appelés à financer les projets gouvernementaux, selon leurs capacités individuelles<sup>42</sup>. Il est même possible de contribuer à l'effort national par SMS. Mi-avril, le site internet déclarait avoir déjà reçu 26,4 milliards de francs rwandais<sup>43</sup> (près de trente-deux millions d'euros). Une autre possibilité de financement est l'émission d'obligations sur les marchés. Le Rwanda a franchi le pas à la fin du mois d'avril 2013 : le pays a émis 400 millions de dollars d'obligations à 10 ans. Et le succès fut au rendez-vous : le rendement est ressorti dans le bas de la fourchette, à 6,875% (à titre de comparaison, le Portugal est sur la même échéance à 5,7%, le Venezuela à 9,9%) et la demande de titres aurait atteint 3 milliards de dollars ! La dette rwandaise est pourtant considérée comme « spéculative » par les agences de notation Standard & Poor's et Fitch.<sup>44</sup>

Mais c'est surtout la politique fiscale du pays qui doit permettre de combler les manques de l'aide internationale. Ainsi le gouvernement compte recevoir un milliard de dollars provenant des taxes en 2012-2013, contre 823,3 millions en 2011-2012. L'objectif étant de mettre fin à la dégringolade des revenus provenant des taxes, puisque entre 2003 et 2011, la part des taxes dans les revenus totaux du pays est passée de 59% à 45%.<sup>45</sup> L'une des premières mesures fut de revoir les incitations fiscales pour les entreprises s'installant dans le pays. Celles-ci bénéficiaient, entre autres, sous certaines conditions, d'exemption de la taxe sur les sociétés, et, pour certains produits, d'exemption de la TVA et des taxes douanières. S'installer à l'extérieur de Kigali permettait également d'obtenir 50% d'abattement fiscal. L'ensemble de ces exemptions pour les entreprises représentait une perte équivalente à 3,6% du PIB pour les finances rwandaises en 2008 (\$156 millions) et à 4,7% du PIB en 2009 (\$234 millions).<sup>46</sup> Pour l'ancien ministre des finances et actuel gouverneur de la Banque Centrale John Rwangobwa, réduire les exemptions permettra « *de financer une part croissante de nos dépenses publiques et de réduire la dépendance à l'aide extérieure* ». <sup>47</sup>

Comme nous l'observons ici, le modèle de croissance rwandais est fragile. La dépendance à l'aide internationale est trop importante, et il est difficile d'imaginer des sources de financement intérieures aussi conséquentes. L'émission d'obligations n'est pas une solution miracle, puisque l'on passe d'une dépendance à une autre, des États au marché qui se montre souvent plus intransigeant en cas de non-respect des échéances.

## **2.2 – Le coût des infrastructures et la question récurrente de l'enclavement**

Au-delà de sa dépendance à l'aide internationale, le Rwanda présente un problème géographique de taille : le pays est enclavé dans la région des Grands Lacs. Sans accès à la mer, et donc à un port (Mombasa et Dar Es Salaam se situent à 1440 kilomètres de Kigali), le pays paie très cher son enclavement, et ce malgré son intégration au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est. Si le gouvernement rwandais souligne régulièrement les performances

---

41 « Agaciro lauched in Uganda, Belgium », *The New Times*, 2 octobre 2012.

42 « Govt lauches Agaciro fund today », *The New Times*, 23 août 2012.

43 <https://www.agaciro.org/Agaciro-Development-Fund-receives>, consulté le 17 avril 2013.

44 « L'incroyable appétit des investisseurs pour la dette du Rwanda », *Les Échos*, 26 avril 2013.

45 Banque Africaine de Développement, *Annuaire statistique pour l'Afrique*, 2012, p. 275.

46 Chiffres provenant de l'Institute of Policy Analysis and Research-Rwanda, « East African Taxation Project : Rwanda case Study », Juin 2011, Non-publié, p. 28. repris par Tax Justice Network-Africa & ActionAid International, *Tax competition in East Africa : A race to the bottom ?*, avril 2012, p. 4

47 « Rwanda to review « too generous » tax inventives », *The EastAfrican*, 16 juin 2012.

économiques du pays à l'aide du classement général de Doing Business, il ne pavoise guère sur celui de DHL Global Connectedness, un index qui mesure les échanges d'un pays avec le reste du monde (dans quelle mesure un pays participe à la mondialisation si l'on simplifie grossièrement). Le Rwanda y est classé 139ème, sur 140 (devant le Burundi, qui partage son enclavement). Même Doing Business souligne la difficulté du commerce frontalier rwandais, le seul véritable point noir pour le pays (le Rwanda est pointé après la 150ème place) alors que Kigali a été l'un des pays les plus réformateurs, faisant évoluer à quatre reprises son système au cours de ces six dernières années pour faciliter son commerce frontalier<sup>48</sup>. Ce (mauvais) classement est principalement dû aux problèmes des transports, et notamment celui du coût et des délais. Par exemple, le Rwanda est l'un des dix pays les plus chers du monde pour importer (\$ 3275) et exporter (\$ 4990) un container<sup>49</sup>. 40% des coûts sont dus aux transports entre Mombasa, principal port d'entrée des marchandises rwandaises, et Kigali la capitale. Cette ultra-dépendance à l'égard du port kényan pénalise régulièrement le pays, notamment en raison des délais d'acheminement des marchandises. Ainsi, en janvier 2012, il fallait parfois jusqu'à 42 jours pour débarquer, dédouaner et acheminer des pièces détachées de Mombasa jusqu'à Nairobi, alors qu'il fallait traditionnellement 13 jours. Et il fallait encore attendre plusieurs jours supplémentaires pour les voir arriver à Kigali<sup>50</sup>. Les entrepreneurs rwandais étaient particulièrement mécontents. Et pourtant la situation s'est déjà beaucoup améliorée grâce à l'entrée du pays au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est : on est passé en moyenne de 40 jours pour exporter un container en 2007 à 29 jours en 2012, tandis que pour l'importer il faut maintenant 31 jours contre 60 jours en 2007<sup>51</sup>. La Communauté d'Afrique de l'Est présente d'ailleurs de meilleurs résultats en matière d'acheminement des marchandises que la COMESA ou la SADC, preuve s'il en faut que l'union douanière de 2005, pleinement effective depuis décembre 2009, porte déjà ses fruits. Cependant les barrières non-tarifaires, le mauvais état des infrastructures et les lenteurs des ports d'accès tendent à réduire l'effet des avantages comparatifs que pourrait donner cette union douanière.

Le principal problème vis-à-vis de la mise en place de l'union douanière reste les barrières non-tarifaires au sein de la Communauté (documentation douanière, procédures administratives compliquées, procédures d'immigration, procédures d'inspection, barrages de police, poids public (weighbridges), normes requises, procédures de transit différentes, régulation de transport différente...). Tout cela augmente le coût des transports, réduit leur vitesse et bloque une partie du commerce transfrontalier. Le Rwanda ressent plus durement ces barrières que ses voisins orientaux. Monique Mukarulinza, ministre rwandaise aux affaires est-africaines le concédait à l'automne 2011 : « *Aucun progrès tangible n'a été accompli en terme de suppression des barrières non-tarifaires tout au long des deux Corridors nord et centre, ce qui a gardé le coût des transports rwandais extrêmement élevé* »<sup>52</sup>.

Par exemple, un chauffeur rencontre en moyenne vingt barrages de police entre Mombasa et Kigali. Et trente-six barrages étaient estimés au total en 2012. Concernant le corridor centre, la situation n'est pas meilleure puisque entre Dar Es Salam et Rusumo, à la frontière avec le Rwanda, un transporteur de marchandises en rencontrera trente<sup>53</sup>. Le problème des ces barrières non tarifaires était déjà signalé en 2003, il est récurrent depuis, et ce malgré la demande de leur suppression des différents États, de la Banque Africaine de Développement,

---

48 Doing Business, *Doing Business in The East African Community*, 2012, p. 59 et 62.

49 Ibid, p. 60.

50 Le port de Mombasa, obstacle à l'expansion économique de l'Afrique de l'Est, *JeuneAfrique*, 3 février 2012.

51 Doing Business, *Doing Business in The East African Community*, 2012, Figure 10.3.

52 « Rwanda red flag over faltering EAC integration », *The EastAfrican*, 23 octobre 2011.

53 « Business community wants tax regimes harmonised in region », *The EastAfrican*, 27 juillet 2012.

des associations d'entrepreneurs est-africains, de la Banque Centrale est-africaine... A plusieurs reprises les présidents des États de la Communauté d'Afrique de l'Est se sont engagés à les supprimer, sans succès. L'Ouganda et la Tanzanie ont même annoncé ajouter de nouvelles barrières l'année dernière. Le gouvernement rwandais a alors menacé d'aller en justice contre les autres États membres, ce que des particuliers ont déjà fait à sept reprises (dans le même temps, le pays est le seul à n'avoir reçu aucune plainte contre lui dans ce domaine). Les pays se sont fait la promesse de mettre fin aux barrières non-tarifaires en décembre 2012, mais cette promesse n'engage que ceux qui la croient...

Ce problème de l'enclavement rwandais en matière d'infrastructures se fait également ressentir au niveau électrique. Le prix de l'électricité est très élevé au Rwanda en comparaison avec le reste de la région, à \$0,22 par Kwh, contre \$0,08-0,10 pour les autres pays. Pour se connecter au réseau électrique, il faut quatre procédures et trente jours (c'est ce qui se fait de mieux au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est), mais cela coûte en moyenne quarante-sept fois le revenu moyen annuel d'un Rwandais. De ce fait, seules 10,8% des résidences étaient raccordées au réseau à la fin de l'année 2011, alors que l'objectif du pays était d'arriver à 16% en 2012 et à 35% en 2020. Ces chiffres se révèlent être très ambitieux. Le gouvernement compte beaucoup sur les ressources du lac Kivu avec notamment l'exploitation du gaz méthane, à propos duquel beaucoup de chiffres ont circulé concernant les possibilités de production énergétique (on évoque maintenant un projet de 100 mégawatts, soit la capacité électrique actuelle disponible pour le pays). D'autres projets géothermiques sont aussi évoqués pour 2017, avec jusqu'à 300 mégawatts de production dans l'ouest du pays (du côté de Kinigi et Gisenyi)<sup>54</sup>. Les besoins totaux du pays sont estimés à près de mille mégawatts.

### **2.3 – La dépendance au cours des matières premières**

Les principales exportations rwandaises sont le fait des matières premières : le minerai d'étain était la principale source de devises du pays entre 2007 et 2010<sup>55</sup> tandis que le café a pris la première place des exportations en 2011, rapportant au pays \$75 millions contre seulement \$56 millions l'année précédente<sup>56</sup>. Ceci s'explique en partie par la hausse des cours depuis le milieu des années 2000, avec le cours de l'arabica s'approchant des deux dollars la livre. Cependant, les prix ont lourdement chuté au cours de la dernière année (passant de \$1,92 au 11 juillet 2012 à \$1,33 au 15 avril 2013<sup>57</sup>). Cette baisse nous rappelle que le Rwanda avait subi de plein fouet la baisse des cours du café au début des années 1990 (baisse de 50% des cours du café dans les échanges internationaux pendant l'été 1989) : les recettes provenant des exportations de café chutèrent alors de 144 millions de dollars en 1985 à 30 millions en 1993<sup>58</sup>. Au regard de l'histoire, il est clair que la dépendance du pays au cours des matières premières peut donc être un danger à court terme si les cours ne se relèvent pas prochainement. L'année dernière, les exportations de café et de thé représentaient 48% des exportations totales du pays.

Cette situation n'améliorera pas la balance commerciale du pays, déficitaire depuis 2003. Elle est passée progressivement de 170 à 787 millions de dollars de déficit en 2010. En 2012, on

---

54 CRISAFULLI Patricia et REDMOND Andrea, *Rwanda, Inc.*, Palgrave Macmillan, 2012, p. 155-161.

55 Ces exportations recouvraient des réexportations de produits miniers en provenance de la RDC, la nouvelle réglementation internationale à leur sujet va brider cette activité.

56 « Rwanda Coffee Revenue Grew 84% to \$5.9 Millions in First Quarter », *Bloomberg*, 18 avril 2012.

57 Cours du café à la bourse de New York, avril 2013.

58 NEWBURY, D. et C., « An Inquiry into the Historical Preconditions of the Rwandan Genocide », *GIEP*, 1990, p. 26.

estimait même qu'elle devrait atteindre un milliard d'euros<sup>59</sup>. La balance courante du pays est toujours déficitaire depuis plusieurs années (7,5% du PIB en 2010, 7,6% en 2011, 11,3% estimé pour 2012<sup>60</sup>). Quant au déficit public, il a atteint 23% du PIB en 2010, et est passé à 28% en 2012. Enfin la dette extérieure totale du pays, retombée à 486 millions de dollars en 2006 (grâce à la suppression d'un milliard et demi de dollars de dette en 2005 par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale), a presque doublé en cinq années (912 millions en 2010), preuve s'il en est que le miracle économique rwandais présente des faiblesses.

## **Conclusion**

Malgré des résultats globaux en progression, l'économie rwandaise n'est pas exactement le miracle que l'on présente trop souvent. Le modèle rwandais reste fragile, trop dépendant de l'aide internationale. Pour réussir sa transition d'un modèle de croissance basé sur la reconstruction à un autre modèle auto-centré sur un marché régional, moins dépendant des aides, il faudra que Kigali réussisse à développer de nouveaux secteurs (électronique, communication) sans sacrifier l'agriculture, base de survie d'une majorité de la population. Cela passe par l'arrivée de nouveaux acteurs économiques, tant privés que publics (Chine, Inde) et par une intégration économique régionale plus efficace. L'axe Uruhu Kenyatta/Museveni/Kagamé qui semble d'ailleurs se dessiner depuis plusieurs semaines dans ce domaine, également en réponse à certaines demandes occidentales ( la cour pénale internationale pour le premier, rapport de l'ONU sur la situation en RDC pour les deux autres), ferait du Kenya un partenaire privilégié, de préférence au voisin indiqué qu'est la Tanzanie.

Beaucoup d'objectifs de la Vision 2020 du pays semblent inatteignables, notamment économiquement. Pour tenter d'accélérer les choses, le gouvernement a approuvé en 2010 un programme d'investissement stratégique. Celui-ci donne la priorité à six projets d'investissements clefs, dont le déploiement de l'accès à l'énergie pour augmenter le raccordement des ménages au réseau électrique à 50% en 2017, la création d'une infrastructure de communication permettant le déploiement de l'internet à haut débit, la construction de l'aéroport de Bugesera et la construction d'une ligne de chemin de fer régionale reliant le pays au Burundi et à la Tanzanie. Une autre ligne doit relier Mombasa et Kigali, et un oléoduc doit être mise en place sur le même itinéraire.

Le gouvernement rwandais présente un avantage de taille de type stratégique : il connaît les forces et les faiblesses de son économie, et prend les décisions rapidement. L'aéroport de Bugesera, à vingt-cinq kilomètres à l'extérieur de Kigali est prévu pour 2016. Quant à la construction de la ligne de chemin de fer Kigali-Bujumbura-Dar Es Salam, elle devrait commencer en 2014 et être finie en 2018. Réduire l'isolement géographique passe donc par plus d'intégration est-africaine et par le développement des projets d'infrastructures en commun (le corridor routier nord et centre notamment). Pour Paul Kagamé, il ne fait pas de doute que « *le projet du réseau routier Afrique de l'Est ouvre la voie à la réalisation de nos objectifs stratégiques de développement* »<sup>61</sup>. De cette façon, le pays espère économiser 20 à 30% des coûts des transports.

---

59 « Aide Internationale : comment le Rwanda peut couper le cordon ? », *JeuneAfrique.com*, 26 juin 2012.

60 Chiffres OCDE.

61 « Road to improved EAC trade », *The EastAfrican*, 2 mai 2009.

Plus d'intégration régionale devrait également mettre fin aux barrières non-tarifaires. Dans cette optique, le gouvernement a mis en place un système de traitement automatisé des données douanières (ASYCUDA++). Avec un système électronique de guichet douanier unique, le pays montre la voie. Des barrages douaniers uniques à la frontière avec l'Ouganda (à Gatuna) et le Burundi (à Nemba) sont des exemples à suivre pour la région. Le pays, qui a une bonne carte écologique à jouer, doit également développer les sources de ses revenus. Cela peut passer par le tourisme et l'écotourisme. Ils étaient 500 000 touristes à découvrir le pays en 2012, en augmentation de 22% par rapport à 2011, et ont rapporté 248 millions de dollars (152,4 milliards de francs rwandais) dans les caisses de l'État.

On ne peut conclure cette note sur le modèle économique rwandais sans parler des effets du développement de l'éducation sur l'évolution politique et économique du pays. En effet, en contrepartie de cette croissance, le pays a vu son secteur éducatif accroître le potentiel humain qualifié en provenance des universités publiques et privées, ce qui pose des problèmes en terme de gestion et de compétitivité de ces nouvelles ressources humaines. Cela suppose une bonne politique de dividende démographique, de l'emploi des jeunes, mais aussi une bonne planification du secteur de l'éducation qui, pour être efficace sur le plan national et régional vis-à-vis des marchés émergents, doit être compétitif. Ce qui n'est pas facile dans le contexte de crise financière et économique mondiale, mais aussi face aux pays comme l'Ouganda et le Kenya qui jouissent d'un système éducatif stable. De plus, la gestion des problèmes de chômage représente un atout politique pour le pays dans la mesure où les jeunes désœuvrés seraient la cible des recrutements éventuels de mouvements rebelles comme le FDLR et d'autres.

Une autre donnée non moins minime concerne l'ouverture démocratique du pays, et ce à l'approche des prochaines élections législatives de septembre 2013. En effet, les opposants politiques au gouvernement ne manquent pas, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Selon eux, si le pays ne favorise pas un climat d'entente et d'ouverture démocratique, il lui sera difficile de gérer efficacement les progrès économiques enregistrés ; or la réussite économique dans un contexte autoritaire a un prix, la centralisation des intérêts autour d'un centre politico-économique au détriment d'une circulation des élites. De plus cette nouvelle donne économique suppose un libéralisme politique mais aussi une paix durable sur les frontières avec ses voisins sous-régionaux.

A cet effet, la fin de la guerre dans l'est de la République Démocratique du Congo serait à l'avantage de Kigali, ce qu'affirment beaucoup d'officiels rwandais<sup>62</sup> et donnerait un nouveau souffle au modèle rwandais. Comme le signale un entrepreneur rwandais : « *nous prions et espérons que la guerre et les conflits en RDC se terminent parce que c'est là où l'on bénéficie d'un avantage compétitif!* »<sup>63</sup> En plus d'apporter de nouveaux débouchés pour les entreprises rwandaises, la paix chez son voisin congolais permettrait probablement au pays de recevoir à nouveau sans difficulté l'aide internationale nécessaire à son développement.

---

62 Interviews réalisés par Frederick Golooba-Mutebi (chercheur ougandais, associé à l'ODI) entre août 2012 et février 2013. Voir aussi « Mushikiwabo's statement to German parliamentarians », *The New Times*, 1er février 2013.

63 « EAC : Rwanda's baptism of fire », *The EastAfrican*, 6 décembre 2008.



## Annexe 1 TRENTE-HUIT INDICATEURS CLEFS DE LA VISION 2020 DU RWANDA

Indicateurs :	Situation en 2000	Cible en 2010	Cible en 2020
1. Population du Rwanda	7700000	10200000	13000000
2. Niveau d'alphabétisation	48	80	100
3. Espérance de vie (années)	49	50	55
4. Taux de fertilité des femmes	6	5,5	4,5
5. Taux de mortalité des enfants (0/00)	107	80	50
6. Mortalité maternelle (pour 100000 naissances vivantes)	1070	600	200
7. Malnutrition infantile (Insuffisante en %)	30	20	10
8. Taux de croissance de la population (%)	2,9	2,3	2,2
9. Inscription globale à l'école primaire (%)		100	100
10. Taux de transition vers l'école secondaire (%)	42	60	80
11. Inscription globale à l'école secondaire (%)	7	40	60
12. Taux de qualification des enseignants (%)	20	100	100
13. Centre de formation professionnelle et technique		50	106
14. Admission dans l'enseignement tertiaire (0/00)	1	4	6
15. Égalité filles/garçons enseignement tertiaire (% de filles)	30	40	50
16. Femmes dans les postes de prise de décision (%)	10	30	40
17. Taux de prévalence du VIH/SIDA (%)	13	11	8
18. Mortalité liée à la malaria (%)	51	30	25
19. Médecins pour 100 000 habitants	1,5	5	10
20. Population en bonne condition d'hygiène (%)	20	40	60
21. Infirmières pour 100 000 habitants	16	18	20
22. Techniciens de laboratoire pour 100 000 habitants	2	5	5
23. Pauvreté (% < 1\$/jour)	60,4	40	30
24. Taux de croissance moyen du PIB (%)	6,2	8	8
25. Taux de croissance du secteur agricole (%)	9	8	6
26. Taux de croissance du secteur industriel (%)	7	9	12
27. Taux de croissance du secteur des services (%)	7	9	11
28. Coefficient de Gini (disparité des revenus)	0,45	0,4	0,35
29. Croissance de l'épargne nationale (% du PIB)	1	4	6
30. Croissance de l'investissement national (% du PIB)	18	23	30
31. PIB par habitant en \$	220	400	900
32. Population urbaine (%)	10	20	30
33. Population agricole (%)	90	75	50
34. Terre d'agriculture modernisée (%)	3	20	50
35. Utilisation d'engrais (Kg/ha/an)	0,5	8	15
36. Accès à l'eau potable (%)	52	80	100
37. Réseau routier (km/km <sup>2</sup> )	0,54	0,56	0,6
38. Accès à l'énergie électrique (% de la population)	2	25	35





## **Bibliographie**

Banque Africaine de Développement, *Annuaire statistique pour l'Afrique*, 2012.

CRISAFULLI Patricia et REDMOND Andrea, *Rwanda*, Inc., Palgrave Macmillan, 2012.

Doing Business, *Doing Business in The East African Community*, 2012.

MINEDUC, *Education Statistics Yearbook*, 2012.

Organisation Mondiale de la Santé, *World Malaria Report*, 2011.

Perspective Économique en Afrique, *Rwanda Note de pays*, 2012.

République du Rwanda, *Vision 2020*, 2000.

Society for International Development, *The State of East Africa*, 2012.

Tax Justice Network-Africa & ActionAid International, *Tax competition in East Africa : A race to the bottom ?*, avril 2012.